

**DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE****VILLE DE BASSE-TERRE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE AUTORISANT L'ASSOCIATION « LA BELLE CRÉOLE », SISE AU 1 RESIDENCE RAPHAEL ARNASSALON – CIRCONVALLATION – 97100 BASSE-TERRE, REPRESENTÉE PAR MONSIEUR MICHEL SANDOZ, À OCCUPER LA PLACE DE PONDICHERY AU BAS DU BOURG A BASSE-TERRE, AFIN DE PERMETTRE L'ORGANISATION D'UNE « BOUTIQUE SOLIDAIRE », DANS LE CADRE DU PROJET « ECO CONFECTION », LE SAMEDI 12 OCTOBRE 2024, DE 09 HEURES 00 À 12 HEURES 00.**

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1 ;

Vu le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Considérant la demande formulée et arrivée par mail en date du 04 Octobre 2024, par laquelle l'Association « **LA BELLE CRÉOLE** », sise au 01 Résidence Raphaël ARNASSALON à Basse-Terre, représentée par le Président Monsieur Michel SANDOZ, sollicite l'autorisation de la ville afin d'occuper la place de Pondichéry au Bas du Bourg à Basse-Terre, afin de permettre l'organisation d'une « **BOUTIQUE SOLIDAIRE** », dans le cadre du Projet « Eco Confection », le **Samedi 12 Octobre 2024, de 09 heures 00 à 12 heures 00.**

**ARRETE**

**ARTICLE 1ER :** autorise l'Association « **LA BELLE CRÉOLE** » sise au 01 Résidence Raphaël ARNASSALON à Basse-Terre, représentée par le Président Monsieur Michel SANDOZ, à occuper la place de Pondichéry au Bas du Bourg à **BASSE-TERRE**, afin de permettre l'organisation d'une « **BOUTIQUE SOLIDAIRE** », dans le cadre du Projet « Eco Confection », le **Samedi 12 Octobre 2024, de 09 heures 00 à 12 heures 00.**

**ARTICLE 2 :** L'organisateur devra prendre toutes les mesures afin d'éviter que ne soient troublés l'ordre et la tranquillité publique. L'organisateur devra prendre toutes les mesures afin d'assurer la protection et la sécurité des Biens et des Personnes (Barrières, rubalises, matérialisés, etc. ...), pour matérialiser ces dispositions.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification

**ARTICLE 5 :** Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de Basse-Terre ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7** : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de la Région SAINT-CLAUDE.

Basse-Terre, le 10 OCT. 2024

Certifié exécutoire compte tenu  
de sa transmission en Préfecture, le 10 OCT. 2024  
de la notification, le 10 OCT. 2024  
de la publication et/ou de l'affichage, le 10 OCT. 2024  
Fait à Basse-Terre, le 10 OCT. 2024

P/Le Maire, André ATALLAH  
Conseiller Municipal Délégué  
à la Sécurité Publique,  
  
Jean-François ISSA



P/Le Maire, André ATALLAH  
Conseiller Municipal Délégué  
à la Sécurité Publique,  
  
Jean-François ISSA

